



Le 7 juin 2023 - Secrétaire par intérim:
Mme Roxanne Guévin -
cce@assnat.qc.ca

Mémoire déposé à la Commission parlementaire de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec sur le:

Projet de loi n° 23: « Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique et édictant la Loi sur l'Institut national d'excellence en éducation »

Présenté par Chris Eustace - aceteacher.ca

Anglophone, 78, arrière-grand-père, bénévole, enseignant retraité, écrivain, activiste au sein des commissions scolaires et Ami de la cour concernant le projet de loi 40 sur la réforme des commissions scolaires.

Quebec English School Boards Association et al. c. Attorney General of Quebec (500-17-112190-205)

[Declaration of intervention - Superior Court - June 2020](#)

Dates d'audience: 23, 25, 26 juin ; 18 août ; 14 septembre 2020 et du 14 au 26 avril 2021

« Monsieur Chris Eustace se dévoue à la cause de l'éducation. Il intervient de multiples façons dans le débat public de la gouvernance scolaire, soit par ses lettres aux lecteurs, ses entrevues à la radio ou ses participations à des assemblées publiques...Il offre un point de vue original dans le présent débat, s'opposant à la position adoptée par les commissions scolaires anglophones...Il a obtenu le statut d'intervenant à titre amical (« friend of the Court ») conformément à l'article 187. »
([Superior Court Judge Sylvain Lussier, juin 2020](#))



Photo: Ville de Québec

Préambule / Preamble:

À la suite des audiences sur le projet de loi 40 qui ont pris fin le 26 avril 2021, j'ai envoyé le courriel suivant le 13 mai 2023 au premier ministre Legault, au premier ministre Trudeau, aux autres premiers ministres, aux ministres de l'Éducation au Canada, ainsi qu'aux organismes suivants : ACPA, QFHSA, QCGN, FCPQ ET ACSAQ. Les communautés de la CSEM et de la CSLBP l'ont également reçu ainsi que tous les membres de l'Assemblée nationale qui ont été mis en copie conforme invisible.

Following the Bill 40 hearings which ended on April 26, 2021, I sent the following email on May 13, 2023, to Premier Legault, Prime Minister Trudeau, Premiers and Ministers of Education - Canada, and the: EPCA, QFHSA, QCGN, FCPQ, and QESBA. The EMSB and LBPSB communities were also recipients and all Members of the National Assembly were blind copied.

Bonjour / Hello

Le 18 juin 2020, l'honorable Juge Sylvain Lussier de la Cour supérieure du Québec m'a accordé le statut d'intervenant. J'ai promis d'aider la cour par rapport à la contestation contre le projet de loi 40 sur la réforme des commissions scolaires. Ceci constitue une suite en vertu de cette promesse.

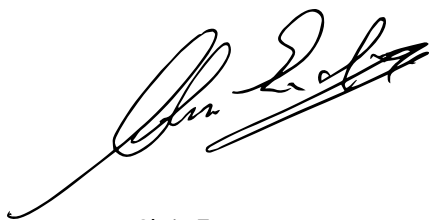
[Letter to Supreme Court of Canada/Lettre à la Cour suprême du Canada](#)

[State of Affairs on English Education in Quebec/La situation en matière d'éducation en anglais au Québec](#)

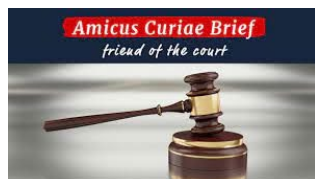
Scheduled new English schools in Quebec / Nouvelles écoles anglophones prévues au Québec

Saint- Lin-Laurentides - CSSWL / SWLSB	Sept. 2024
Liverpool Elementary School - CSCQS / CQSB	March 2024
Vaudreuil-Soulanges - CSLBP / LBPSB	2024

Sincèrement,



Chris Eustace



[Mon mémoire concernant le Projet de loi n° 40](#)

[English culture - photo - page 47 - QESBA / ACSAQ / learning about "Manage and Control" - Alberta 1990](#)

[French culture - photo - page 50 - Parents working with Minister of Education at home - Quebec !](#)

Un avantage du projet de loi 23 pour la communauté anglophone : un mécanisme d'appel

Alors que de nouvelles écoles anglophones sont actuellement en construction et que, bien que des milliers d'enfants anglophones admissibles à fréquenter des écoles anglophones, leurs parents ont choisi l'enseignement en français, l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ) et leurs amis propagent une désinformation alarmante pour satisfaire leurs propres intérêts.

Ils prétendent représenter la communauté d'enseignement anglophone du Québec en déclarant : « ... **Les Commissaires sont élus par les contribuables pour les représenter et sont responsables envers leurs communautés... ils servent à communiquer la rétroaction des parents.** » Ce n'est pas le cas.

Exemple : Il y a environ quatre ans, il y avait une controverse à la CSLBP concernant le changement de nom de deux écoles secondaires. La commission scolaire a essentiellement ignoré une pétition signée par 3 672 personnes, comportant de nombreux commentaires, lettres et plaintes présentés lors d'une réunion du Conseil le 25 février 2019.

Pétition : « [NO to closing and Rebranding Pierrefonds Comprehensive High School](#) » (NON à la fermeture et au changement de nom de l'école secondaire Pierrefonds Comprehensive)

Lettre : professeur de l'Université McGill à la retraite s'adressant au rédacteur du Suburban le 8 janvier 2020 : « [Judge Place deserved better](#) » (Le juge Place méritait mieux)

Réunions du Conseil de la CSLBP : (28 janvier et 25 février 2019 – 26 minutes)

Prenons connaissance d'une [conférence de presse](#) (5 minutes) tenue suite à la décision de la Cour d'appel concernant le projet de loi 40 le 17 septembre 2020 : (La qualité du son n'est pas bonne ; voici quelques points saillants de mon entrevue.)

« Une arnaque en douceur... pour conserver leur position de pouvoir... ce dont ils s'inquiètent vraiment, c'est d'eux-mêmes, pas des élèves, pas des parents, mais simplement d'eux-mêmes... ça coûte aux contribuables des centaines de milliers de dollars... ! »

Selon ce que le juge Lussier décidera au sujet du projet de loi 40, je suis généralement d'accord avec les objectifs du ministre de l'Éducation Drainville. Je vois que le projet de loi 23 est avantageux pour la communauté d'éducation anglophone, car une sorte de mécanisme d'appel y est intégrée. C'est très utile car le réseau actuel de gouvernance de l'éducation anglophone est très centralisé et, parfois, même secret.

Rappelons que l'ACSAQ a engagé une entreprise pour mener une campagne de collecte de fonds afin d'aider à financer une contestation constitutionnelle du projet de loi 40 à la Cour suprême du Canada, avant même que le juge prenne sa décision.



A Benefit of Bill 23 for the Anglophone Community – an Appeal Mechanism

*** (In preparing this Mémoire I have taken Bill 40 into consideration; a decision is imminent)

While new English schools are being built and thousands of English-speaking children, who are eligible to attend English schools, but whose parents have chosen French instruction, the Quebec English School Boards Association (QESBA) and their friends spread fear-mongering self-serving misinformation.

Some commissioners will attend the Canadian School Boards Association 'Congress' in Banff, Alberta from July 3-5, 2023. Besides sightseeing and shopping, they will complain that the Quebec government is violating minority-language educational rights.

They will claim they represent Quebec's English-speaking education community ignoring the fact that former Premier Couillard rightly said: **"..ACSAQ... *ni le soutien publique ni le légitimé juridique pour représenter les citoyens anglophones du Québec....*"**

[Les commissions scolaires, c'est bel et bien terminé](#) (Le Devoir, 16 septembre 2015)

They will say: **"...Commissioners are elected by taxpayers to represent them and are accountable to their communities...they serve as a sounding board for parents."** That is not so.

Example: About four years ago, there was a controversy at the LBPSB regarding the change of names of two high schools. The school board basically ignored a petition signed by 3672 with many comments, letters, and complaints made at a Council meeting on Feb. 25, 2019.

Petition: ["NO to closing and Rebranding Pierrefonds Comprehensive High School"](#)

Letter: retired McGill prof to Suburban editor on Jan. 8, 2020: ["Judge Place deserved better"](#)

[LBPSB Council meetings](#) (Jan 28, Feb. 25, 2019) (26 min)

Consider the [Press Conference](#) following the Court of Appeal decision regarding Bill 40 on Sept. 17, 2020. (5 min)

"A sweet con job...to keep their positions of power ...what they are really worrying about is themselves, not the students, not the parents but merely themselves ... costing the taxpayer hundreds of thousands of dollars ...!"

*** Depending on what Judge Lussier decides regarding Bill 40, I am generally in agreement with the goals of Education Minister Drainville. I see Bill 23 as being beneficial to the Anglophone education community in that there is a form of an Appeal mechanism built in. This is very useful as the present Anglophone education governance network is very centralized and, at times, secretive.

Let's recall the QESBA hired a firm to carry on a fundraising campaign to help finance a constitutional challenge to Bill 40 at the Supreme Court of Canada. - [before](#) a decision has even been rendered!

Moreover, details of the campaign are **"linked to our legal strategy, which will remain confidential..."** (QESBA, April 17, 2023)

Meanwhile, the threat of another court challenge looms - this time it's Bill 23.



Letters and Videos

Recent Letters that pertain to Quebec's language law and student ombudsman

The Suburban - [Bill 96 and Communications in the public school system](#) May 3, 2023

Thanks to the internet I was able to attend the 2-hour “EMSB holds Conference on Bill 96 on April 27” (Suburban, April 23).

While I found the segment presented by businessman Lloyd M. Segal on how Bill 96 affects businesses quite informative and somewhat worrisome, the piece on how the bill affects our public school system was a little disappointing. There was an impression left that everything must be conducted in French. That is not so.

On November 24, 2022, I attended an event where I had the opportunity to speak one-on-one with Quebec Premier François Legault and former minister of education, now Minister of the French Language, Jean-François Roberge.

I was informed that all oral consultations and all meetings involving parents will still be conducted by English-speaking parents for the benefit of their children and the English-speaking community.

This means all Governing Board, Faculty Council, Parents Committee, and Council of Commissioners meetings will be in English. Of course, this also covers “Meet the Teacher” meetings and so on.

Thank you, Suburban, for the opportunity to make this point clear.

Chris Eustace

[Projet de loi no 96 : Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français](#)

The Suburban - [“Student Advocates in Quebec”](#)

May 24, 2023

Considering the escalating reported acts of sexual misconduct at an English school board (ETSB) and a French service centre (CSSDM), and complaints of racism at an elementary and high school of the LBPSB, I believe some credit should be given to the government for finally completing its student advocacy initiative as proposed in Bill 9 last spring: the creation of the National Student Ombudsman.

The Ministry of Education has appointed 17 student advocates throughout the province who will ensure that all students and parents will be treated fairly when dealing with their complaints, including “bullying, violence and sexual abuse.”

Simply put, the Student Advocates, whose positions start this autumn, will see to it that not only the voices of those who cry out: “It’s not fair” will be heard, but also restore balance to any abuses of power.

Chris Eustace

[Projet de loi no 9 : Loi sur le protecteur national de l’élève](#)

Highlight: I ask: Where does the money come from? EMSB Chair Ortona answers *"we have a 'healthy surplus' at this board."*

Point saillant : Je demande : D'où viennent les fonds ? Le président de la CSEM, M. Ortona, répond : « *nous avons un 'surplus sain' à ce conseil* ».

Highlight: Chair Ortona says: *"The government and government agents [want] to deflect responsibility... we don't have a teacher shortage; we have an abundance of people who are qualified to teach in Quebec..."*

Point saillant : Le président Ortona déclare : « *Le gouvernement et les agents gouvernementaux [veulent] détourner la responsabilité... Nous n'avons pas de pénurie d'enseignants ; nous avons une abondance de personnes qualifiées pour enseigner au Québec...* »

Highlights: Serious communication problem with LBPSB email system - my call for an investigation was denied... students produce report and ask for help (see upcoming letters).

Points saillants : Grave problème de communication avec le système de messagerie électronique de la CSLBP - ma demande de faire enquête a été refusée... les élèves produisent un rapport et demandent de l'aide (voir les lettres à venir).

In this radio interview, QESBA Executive Director, Russell Copeman, claims that the English do better with our school boards than the French service centers regarding student success. That is true but for legal, social and financial reasons, it would be unfair, and virtually impossible, for the French public school to emulate its English counterpart. The law obliges all students to attend French schools, the exception being those English-speaking children, whose parents are permitted to enroll them in an English school. Whereas the English school takes only English speakers, in contrast, the French system's challenge is educating students drawn from a multitude of linguistic and social backgrounds. Indeed, many of them may arrive at school, new to the country with little knowledge of French. (J.Wilson)

The French public schools' difficulties are further exacerbated, by the government's provision of significant subsidies to those who opt for private schools. Those making that choice are more likely to come from more financially comfortable families. Research indicates that the inclusion of wealthier students improves the educational outcome in those schools. Consequently, the flight to private schools almost certainly has negative consequences for the public system. It can be said that subsidies for private schools have produced a segregated educational system. Apparently, about one-third of French-speaking secondary students in Montreal are presently enrolled in private schools.

Lastly, consider the words of constitutional lawyer Julius Grey. Global News: ["School debate continues"](#) - 3 octobre 2013

Dans cette entrevue radiophonique, Russell Copeman, directeur exécutif de l'ACSAQ, affirme que les anglophones atteignent de meilleurs résultats avec nos commissions scolaires comparés aux résultats obtenus par le réseau francophone avec les centres de services scolaires en ce qui concerne la réussite des élèves. C'est vrai, mais pour des raisons juridiques, sociales et financières. Ce serait injuste et ce serait pratiquement impossible pour le réseau scolaire public francophone d'imiter son homologue anglophone. La loi oblige tous les élèves à fréquenter des écoles francophones, à l'exception des enfants anglophones dont les parents sont autorisés à les inscrire dans une école anglophone. Contrairement aux écoles anglophones qui ne prennent que des anglophones, le réseau scolaire francophone doit relever le défi d'éduquer des élèves issus d'une multitude d'origines linguistiques et sociales. En effet, beaucoup d'entre eux peuvent se présenter à l'école immédiatement après avoir immigré au pays avec peu ou pas de connaissance du français.

Les difficultés auxquelles font face les écoles publiques francophones sont encore aggravées par l'octroi de subventions importantes par le gouvernement à ceux qui choisissent une école privée. Ceux qui font ce choix sont plus susceptibles de venir de familles plus aisées financièrement. Des recherches révèlent que l'inclusion d'élèves plus aisés améliore les résultats scolaires dans ces écoles. Par conséquent, ces inscriptions aux écoles privées ont presque certainement des conséquences négatives sur le réseau scolaire public. On pourrait dire que les subventions accordées aux écoles privées ont produit un réseau éducatif séparé. Apparemment, environ un tiers des élèves des écoles secondaires francophones de Montréal sont actuellement inscrits dans des écoles privées.

Enfin, tenons compte des paroles de l'avocat constitutionnel Julius Gray. Global News : [« School debate continues »](#)
(Le débat sur les écoles se poursuit » - 3 octobre 2015)

Le Devoir - Lettre au rédacteur - 31 mai 2023 (pas publié - pas un critique)

Le sujet de la lettre intitulée « [Menstruations : parlons-en... encore !](#) » (Le Devoir, 31 mai) rappelle un incident qui s'est produit à la réunion de la Commission scolaire Lester-B. Pearson le 29 mai 2023.

Un groupe de filles ont présenté un rapport de 10 pages intitulé : « **Proposition de produits d'hygiène menstruelle** » qui a été mis sur pied par le Comité central des élèves de six écoles secondaires en consultation avec les autres écoles de cette commission scolaire. Ma petite-fille est étudiante dans l'une des six écoles.

Une phrase dans l'introduction se lit comme suit : « **L'inaccessibilité des produits d'hygiène menstruelle a des répercussions négatives sur la santé, la sécurité et les résultats académiques de nos élèves.** »

Et la conclusion se lit comme suit : « **Ces injustices sont devenues de plus en plus difficiles à ignorer, diminuant perpétuellement notre capacité de profiter de l'environnement scolaire. Nous devons nous attaquer à ces inégalités et travailler rapidement pour les résoudre.** »

En tant que participant régulier aux réunions de la Commission scolaire Lester-B. Pearson, ce n'est pas la première fois que j'entends des étudiants se plaindre de cette question.

J'espère que la Commission scolaire Lester-B. Pearson tiendra compte des préoccupations du Comité central des élèves. Le gouvernement doit s'assurer que les demandes des étudiants sont entendues. (L'émission Web et le rapport sont disponibles sur le site Web de la commission scolaire : lbpsb.qc.ca)

Montreal Gazette - Letter to the Editor - June 2, 2023 (not published - not a criticism)

Re: [Free menstrual products to be available in all Montreal boroughs](#) (Montreal Gazette, June 1)

Free menstrual products should also be available in our schools.

As a grandfather of a young lady attending a Lester B. Pearson school board high school, I am compelled to support a report produced by the board's Central Students Committee (CSC) and presented at its Council meeting on May 29, 2023.

The 10-page report titled: "**Menstrual Product Proposal**" was put together by students from six high schools in consultation with the other schools of the board.

An excerpt from the Introduction reads: "**Menstrual product inaccessibility adversely impacts our students' health, safety and academics.**"

From its Conclusion: "**These injustices have become increasingly harder to ignore, perpetually decreasing our enjoyment of the school environment. We must address these inequalities and promptly work towards their resolution.**"

Being a regular participant at Pearson Council meetings, this issue is not the first time I have heard students complain about this matter

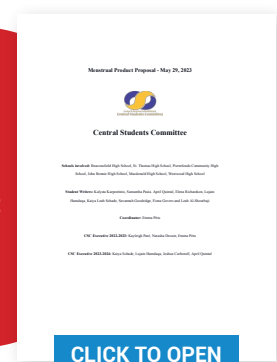
This time I hope the Board pays more attention to the concerns of the CSC. Moreover, the government must ensure funding is provided to meet those concerns.

(The webcast and proposal are available on the school board's website: lbpsb.qc.ca)

[M. Drainville, écoutez-les...](#) 31 mai 2023

Chris Eustace
Pierrefonds, Qc

Le Rapport
—
The Student
Report



RECOMMANDATIONS

1. Tous les aspects du projet de loi 23 devraient s'appliquer également aux secteurs francophone et anglophone. De ne pas le faire est une discrimination pure et simple.
2. Pour les périodes de questions publiques, le grand public devrait avoir la possibilité de participer aux réunions par voie électronique. Cela favorise la démocratie et contribue à la création d'une planète « verte ».
3. Il devrait y avoir une limite de 4 ans pour les mandats des membres du conseil d'administration. Des mandats consécutifs ne devraient pas être permis.
4. Le projet de loi 23 prévoit l'embauche et le congédiement du directeur général par le ministre. Le ministre devrait suivre les recommandations du conseil d'administration.
5. Le projet de loi 23 permet au ministre d'annuler les décisions prises par le conseil d'administration dans des circonstances exceptionnelles. Les circonstances exceptionnelles doivent inclure les tollés publics.
6. Le gouvernement devrait fournir une aide juridique gratuite à tout citoyen qui a été lésé par des abus de pouvoir à l'établissement.
7. Le ministre devrait tenir compte des demandes des organismes étudiants - francophones et anglophones - qui cherchent de l'aide. Récemment, le Comité central des élèves de la CSLBP a demandé des produits d'hygiène menstruelle gratuits dans leurs écoles. Le gouvernement devrait donner suite et fournir ces produits à toutes les écoles du Québec.

RECOMMENDATIONS

1. All aspects of Bill 23 should be applied equally to the French and English sectors. Not to do so is outright discrimination.
2. For Public Question Periods, the public should have the opportunity to participate in meetings via electronic means. This encourages democracy and helps contribute toward a 'Green' planet.
3. There should be 4-year term limits for members of the board of directors. No consecutive terms.
4. Bill 23 calls for the hiring and the dismissal of the Director General by the Minister. The Minister should follow recommendations made by the board of directors.
5. Bill 23 permits the Minister to overrule decisions made by the board of directors in exceptional circumstances. Exceptional circumstances should include public outcries.
6. The government should provide free legal help for any citizen who has been wronged by the abuses of power at the institution.
7. The Minister should heed the call of student bodies - French and English - seeking help. Recently, the LBPSB Central Students Committee requested free menstrual products in their schools. The government should follow up and supply all Quebec schools with these products.

Je voudrais remercier le gouvernement du Québec et la Commission de la culture et de l'éducation de m'avoir donné l'occasion d'exprimer ma pensée sur notre système d'éducation publique.

I would like to thank the Quebec government and the Committee on Culture and Education for the opportunity to express myself on our public education system.



Chris Eustace, Anglo Quebecer
aceteacher.ca